

## Compte-rendu de la réunion du comité de défense et de l'intersyndicale avec la mairie de Metz 5 novembre 2008

Représentants (Insee et SSM) des intersyndicales et des CDSP: Nathalie Cloarec, Stéphane Jugnot, Frédéric Gauthey, Nathalie Wach, Alain Jacquot, Claude Minni, Patrick Aubert, Joëlle Grille, Sandra Deprez.

### Accueil en mairie (10h20-11h20)

#### Exposé de la situation Messine

Nous avons été reçus par M. Dominique Gros, maire de Metz et par plusieurs de ses adjoints. Le maire nous a exposé le contexte de restructuration de la ville de Metz avec la disparition de 6 000 emplois des armées dans l'agglomération alors que d'autres villes proches étaient moins ou pas touchées par ces suppressions d'emplois militaires car des lobbies des ministres avaient joué lors de ces décisions.

Le maire nous a exposé le passé de la ville et l'impact de cette décision sur l'économie messine dans le contexte d'une région déjà largement touchée par les restructurations industrielles. La Lorraine a en effet perdu 100 000 emplois dans l'industrie durant les 20 dernières années, sa population n'a pas progressé au cours des 30 dernières années et sa part dans le PIB français est passée de 4,1% à 3,1%.

Il nous a parlé des différentes actions menées par les élus locaux pour infléchir la décision de restructuration militaire, sans succès. Selon lui, les décisions sont désormais trop avancées pour pouvoir revenir en arrière. Il nous a rappelé la promesse faite par le président Sarkozy de la délocalisation de 1 500 emplois publics dont 1 000 issus de la statistique publique à Metz pour la fin de l'année 2011.

Par ailleurs, M. Gros a été reçu par MM. Cotis, Duport et Lequiller qui lui ont exposé l'objectif de la mission, leur volonté de créer une unité statistique viable à Metz prenant en considération les contraintes de la statistique publique. Ils lui ont affirmé que selon eux, une telle opération était difficile : 1000 emplois cela leur semble beaucoup et il faut nécessairement un échelonnement sur une longue période, ainsi qu'un respect du personnel. Ils lui ont rappelé les conséquences désastreuses de la délocalisation Britannique.

Le maire a eu le sentiment lorsqu'il a été reçu à l'Elysée que la « volonté de création de ce pôle statistique était farouche et que la mécanique se mettait en place. Il lui semble donc que nous n'en sommes plus au stade de la prise de décision mais à celui de la mise en œuvre.

#### Exposé de la situation de la statistique publique

De notre côté, nous lui avons exposé plusieurs points qui nous ont semblé important :

- Le fait que nous n'étions pas opposés par principe à des postes de statisticiens à Metz, mais à ce projet de délocalisation, car il aurait des impacts très négatifs sur la statistique publique. C'est pourquoi nous y étions opposés d'autant que son seul objectif était de remplacer les militaires.
- Le fait que nous étions plutôt favorables aux évolutions. Nous en avons réalisé beaucoup et sommes conscients que nous avons encore des marges de progrès, nous ne sommes donc pas opposés à une vraie réflexion sur la statistique publique.
- Deux arguments nous ont semblé importants à développer :
  - o Dans le cadre de la diminution des effectifs de la fonction publique et de la mise en place de la RGPP, une délocalisation de 1 000 emplois constitue un réel risque de déstructuration de la statistique publique. La volonté gouvernementale va d'ailleurs plutôt dans ce sens que dans celui d'une réelle réflexion d'aménagement du territoire. Nous avons évoqué le risque fort que les emplois messins ne soient pas pérennes si la volonté de déstructuration de la statistique se confirmait.
  - o La statistique publique est déjà largement localisée en région, de nombreuses missions qui pouvaient être délocalisées l'ont déjà été, et la création de nombreux pôles permet d'assurer une taille critique aux directions régionales. Cela permet ainsi de maintenir dans l'ensemble des régions françaises un service publique de qualité. Créer un pôle statistique de taille très importante au regard des effectifs présents et à venir risque de remettre en cause cette organisation territoriale et les réponses qui pourront être apportées aux acteurs locaux.

Nous avons aussi avancé l'idée que la délocalisation risque de coûter très cher à la collectivité, et que cet argent pourrait être mieux utilisé autrement ; le maire ne souhaite pas toutefois que de l'argent soit déversé sans projet précis (il a en tête l'exemple des subventions passées à des chasseurs de primes tels que Daewoo , ou aux primes au départ données aux salariés au moment de la crise de la sidérurgie et qu'il juge avec le recul très peu constructives pour le territoire).

Le maire a été plutôt intéressé de voir que nous portions haut et fort la défense de l'intérêt public plutôt que seulement les intérêts individuels. Il nous a rappelé tout l'intérêt que lui-même portait aux statistiques de l'Insee mais nous a précisé qu'il n'était pas décisionnaire et seulement acteur de la mise en œuvre du projet (s'il était maintenu). Il se doit donc en tant que maire de faire des propositions pour que l'accueil des statisticiens soit possible. Par ailleurs, à un autre moment de la journée, le maire nous a annoncé la venue de la direction de l'Insee le 6 novembre, qui serait à la recherche de « 10 000 m<sup>2</sup> de bureaux à moins de 10 minutes de la gare.

## **Accueil à l'université Paul Verlaine (11h30-12h15)**

Participants : M. Luc Johann, président de l'université et MM Gérard Michaud et Philippe Burry, vice-présidents

Le président de l'université et ses adjoints nous ont fait une présentation très complète de l'organisation de l'université de Metz (10 000 étudiants répartis dans 6 UFR et 3 IUT). Ils nous ont parlé de la fusion avec l'université de Nancy afin de créer une université Lorraine de 55 000 étudiants et qui doit aboutir en 2012. Ils nous ont également parlé de toutes les grandes écoles présentes à Metz ainsi que des pôles de recherche. L'université de Metz, en raison de sa proximité avec l'Allemagne et le Luxembourg, accueille de nombreux étudiants étrangers. De nombreuses collaborations avec l'université du Luxembourg seront mises en place au cours des 4 prochaines années dans le cadre de leurs programmes de moyen terme. Les synergies avec l'Insee peuvent être nombreuses vu les cursus en mathématiques et statistiques présents dans l'université.

Nous avons exposé les raisons de notre visite et en quoi, malgré l'attractivité du pôle messin, cette délocalisation pouvait remettre en cause la statistique publique. Nous avons également souligné notre attachement aux écoles et à la formation de la statistique publique, qui permettent de maintenir une culture de la statistique ainsi que sa déontologie.

## **Repas à « la Ville de Lyon » (12h30-14h)**

Le repas pris en présence du maire nous a permis d'échanger plus en détail sur les positions de chacun, les perspectives pour Metz en dehors de la délocalisation statistique, la réservation de terrains pour l'accueil de nouveaux services publics, les différents points de vue exprimés par MM. Cotis et Duport aux différents intervenants ou les différents contacts pris auprès du gouvernement.

## **Présentation sur place de sites de la ville de Metz : technopôle et chantier du musée Georges Pompidou de Metz (14h-15h15)**

Cela n'était pas une « visite touristique » conformément à notre demande, mais l'occasion de faire découvrir des quartiers phares de l'activité économique, d'enseignement et de chantier novateur pour la culture, de Metz. Sans que cette considération doive entrer dans la lutte contre le projet de délocalisation, force est de reconnaître que Metz est une très belle ville.

Nous avons poursuivi nos discussions sur les projets de la ville (rénovation des bâtiments militaires, agrandissement d'une technopôle accueillant de nombreuses entreprises de service, nouveau bâtiment du centre Pompidou).

## **Rencontre avec le président du CESR (15h30-16h30)**

Ce dernier nous a fait un historique de l'économie de sa région qui était la plus riche de France dans les années cinquante. Il a souligné l'attractivité du Luxembourg où 5 000 Messins travaillent chaque jour. Il a insisté sur les atouts de la Lorraine (TGV, désir de devenir une grande métropole en mettant en réseau les villes, développement d'une industrie nouvelle...). Le message qu'il souhaitait faire passer : « la Lorraine n'est pas ce que l'on croit. Il s'y passe plus de choses qu'il n'y paraît. Il y a certes des difficultés (une population qui n'a pas évolué depuis 30 ans, un problème d'attractivité) mais il y a du mouvement.

## **Point presse (16h45 - 17h30)**

En fait, nous avons été accompagnés par des journalistes locaux tout au long de la journée. Le point presse de 16h45 a lui rassemblé près d'une dizaine de journalistes. Nous avons (ainsi que le maire) répondu à de nombreuses interviews pour la presse écrite et radio en confirmant que nous n'aurions pas une position commune à l'issue de cette journée mais que nous essayions de comprendre la situation de chacun. Le maire a notamment exprimé le souhait qu'on arrive à une solution pérenne et qui ait du sens, quitte pour cela à aller moins vite et à ce que le nombre d'emplois délocalisés soit revu à la baisse. Nous avons renouvelé nos craintes de déstructuration de la statistique publique devant un tel projet.

(remarque : les premières reprises de presse ou télévision montrent à la fois une volonté d'objectivité de la présentation alors que la situation locale n'y prédispose pas ! Mais certains résumés de télévision ont visiblement choisi de lisser nos interventions, tronquant une partie de notre argumentation, et cadrant ailleurs que sur nos autocollants et pancartes...)

## **Rencontre avec des syndicalistes de la ville de Metz, de la Moselle et de la région Lorraine (17h45-19h30)**

Encore une fois nous avons présenté notre lutte. Les syndicalistes ont été réceptifs (cela paraît plus évident !) à nos préoccupations de service public. Cet aspect n'est pas forcément bien connu de syndicalistes d'autres domaines. Nous avons développé le côté études d'impact de l'Insee qui étaient volontairement mises de côté au profit d'études de cabinets privés, bien plus chères. Cela a permis de mieux faire connaître cet aspect de service public de l'Institut, et sans doute de développer les pressions auprès des élus, entreprises, afin d'obtenir une étude d'impact de la réforme de la carte militaire.

Le lien avec la RGPP a été largement mis en avant par les syndicats locaux. Ils ont le sentiment que la création du pôle de Metz engendrera la disparition de la DR de Nancy.

Ils ont demandé ce qu'ils pouvaient mettre en œuvre pour soutenir notre lutte, en particulier la mise en avant d'un contre projet : nous avons pour notre part expliqué qu'il n'en était pas question de notre côté puisque nous sommes contre toute délocalisation, par contre eux en ont pour la région et il faudrait de l'argent pour les financer !

## **Conclusion**

Cette journée nous semble avoir été profitable.

Elle a notamment désamorcé toute velléité d'opposition stérile entre nos deux entités (mairie / agents de la statistique publique en lutte) parce qu'elles auraient toutes deux été mises dans des situations divergentes qu'elles ne maîtrisaient pas.

Le dialogue nous a permis d'expliquer nos situations et donc de comprendre qu'il n'y a ni volonté de la part de Metz de nuire à la statistique publique, ni volonté des statisticiens de dénigrer la ville de Metz dans leur refus de ce projet. Elle a en outre permis à la mairie de Metz de mieux comprendre les arcanes de la statistique publique, ce qui n'est pas évident à première vue ! Mais elle nous a également permis de mieux comprendre la situation économique de la ville et sa région.

En outre, nos interlocuteurs, n'ont pas eu l'attitude de nous « vendre » la ville de Metz. Ils ont été à l'écoute de ce que nous avons à leur dire, c'est-à-dire les raisons qui nous amènent à lutter contre ce projet, et de nos préoccupations quant à l'exercice du service public.

Le maire de Metz analyse la situation comme déjà « pliée » concernant les postes militaires, et doit se préoccuper de faire comprendre toute l'importance des emplois publics pour sa ville ainsi que des projets de long terme qui permettent de fixer les emplois dans l'agglomération et qui font aujourd'hui défaut. Mais ses déclarations, notamment à la presse, ont fait état très nettement de sa réceptivité à nos arguments.